
Fiches sectorielles

Industrie



Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales et d'entreprises profilées **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Comme les autres instituts statistiques européens, dans une optique de meilleure analyse économique du système productif, l'Insee met en place la définition économique de l'entreprise. Dans cette optique, les unités légales faisant partie d'un groupe sont rassemblées, puis le « profilage » consiste à identifier, parmi les groupes, la ou les entreprise(s) pertinente(s) pour l'analyse économique au sens du décret de 2008 en application de la loi de Modernisation de l'économie (LME) et à reconstituer leurs comptes consolidés. Ces entreprises sont conformes à la définition légale donnée par la LME : « la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production et jouissant d'une certaine autonomie de décision » et à la définition européenne de l'entreprise précisée dans le règlement 696/93.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Sauf mention explicite, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales et des entreprises profilées.

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette publication, les résultats de 2012 et les évolutions entre 2012 et 2013 sont présentés sur la base du champ de 2013.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

6.1 Chiffres clés de l'industrie

En 2013, le secteur de l'**industrie** compte 262 000 entreprises et emploie 3 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP), soit un quart des salariés de l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Les entreprises industrielles réalisent un chiffre d'affaires total de 1 040 milliards d'euros. Elles génèrent plus du quart du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée (26 %) et de l'investissement (29 %) de l'ensemble des secteurs du champ. L'industrie est davantage tournée vers l'extérieur que les autres grands secteurs puisque son chiffre d'affaires à l'exportation y pèse beaucoup plus (57,7 %) que son chiffre d'affaires total.

L'industrie est surtout composée d'entreprises de moins de 10 salariés en EQTP (88 % en 2013), mais ce sont les entreprises de 250 salariés EQTP ou plus qui génèrent la grande majorité du chiffre d'affaires (65 %), de la valeur ajoutée (61 %), de l'investissement (64 %) et des exportations (78 %) du secteur. Elles emploient aussi la moitié (51 % en 2013) des salariés (en EQTP). Les entreprises entre 10 et 249 salariés en EQTP représentent 12 % des entreprises du secteur de l'industrie, emploient 39 % de ses salariés EQTP et contribuent pour 28 % à son chiffre d'affaires et 31 % à sa valeur ajoutée.

L'évolution de la valeur ajoutée entre 2012 et 2013 est la plus dispersée pour les plus petites entreprises : un quart de celles ayant moins de 10 salariés EQTP ont une valeur ajoutée qui baisse d'au moins 13,2 % (1^{er} quartile) et un quart ont une valeur ajoutée qui progresse de plus de 12,9 % (3^e quartile). L'évolution de la valeur ajoutée est la moins dispersée pour les plus grandes entreprises de 250 salariés EQTP ou plus : la moitié d'entre elles ont une évolution comprise entre - 6,3 % et + 8,4 %.

L'activité du secteur est essentiellement manufacturière : 83 % de la valeur ajoutée en résulte. Le secteur de l'électricité et du gaz crée 12 % de cette valeur ajoutée industrielle, celui

de la production et distribution d'eau, gestion des déchets et dépollution 4 % et les industries extractives 1 %.

La production en volume de la branche « industrie » reste quasiment stable en 2014 comme en 2013. Elle avait baissé en 2012 (- 2,2 %). Après le fort recul lié à la crise en 2009 (- 10,1 %), elle ne s'était redressée que partiellement en 2010 et 2011 (+ 4,0 % puis + 1,8 %). Elle dépassait alors à peine le niveau de 2000 (de moins d'un point) et restait bien en deçà de celui d'avant la crise. La production d'électricité-gaz se contracte en 2014 en lien avec la douceur climatique en début et en fin d'année ; elle avait légèrement crû en 2013. La production de l'industrie manufacturière se redresse alors légèrement en 2014 (+ 0,3 %) après avoir faiblement diminué en 2013 (- 0,5 %).

Entre fin 2013 et fin 2014, l'industrie a perdu 1,1 % de ses emplois salariés directs (hors intérim), après - 1,7 % un an auparavant. La baisse est un peu plus marquée qu'au cours des deux années précédentes (- 0,6 % en 2012 et - 0,5 % en 2011). Affectée par la crise de 2008-2009, l'industrie avait perdu 9,2 % de ses emplois salariés directs (hors intérim) entre le quatrième trimestre 2007 et le quatrième trimestre 2010. Au total, entre fin 2000 et fin 2014, la perte est de 22,9 %. Dans le secteur de l'électricité-gaz, le recul de l'emploi hors intérim était acquis dès la fin de 2008 et a été beaucoup plus limité sur l'ensemble de la période (- 4,1 % de fin 2000 à fin 2014). La prise en compte de l'intérim, qui s'ajuste plus rapidement que l'emploi direct aux variations de l'activité, modère un peu la diminution de l'emploi industriel en 2013 et 2014. À l'inverse, les très fortes baisses de l'intérim en 2008, 2009 et 2012 conduisent à un repli plus marqué de l'emploi y compris intérim que de l'emploi hors intérim, alors que sa forte hausse en 2010 et son maintien en 2011 soutiennent l'emploi en 2010 et, dans une moindre mesure, en 2011. ■

Définitions

Industrie : elle correspond aux sections B (industries extractives), C (Industrie manufacturière), D (production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et air conditionné), E (production et distribution d'eau, assainissement et gestion des déchets, dépollution) de la nomenclature d'activités NAF rév. 2 (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

Chiffres clés de l'industrie 6.1

1. Chiffres clés de l'industrie en 2013

	Entreprises	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	230,4	291,9	71,4	6,3	22,5	8,3
De 10 à 249 salariés EQTP	30,3	1 175,0	294,5	69,8	78,8	10,8
250 salariés EQTP ou plus	1,5	1 529,8	674,5	265,7	155,7	34,1
Ensemble	262,3	2 996,6	1 040,4	341,7	256,9	53,2
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	3 421,7	11 930,7	3 657,4	592,6	985,7	183,4
Poids des entreprises du secteur de l'industrie¹ (en %)	7,7	25,1	28,4	57,7	26,1	29,0

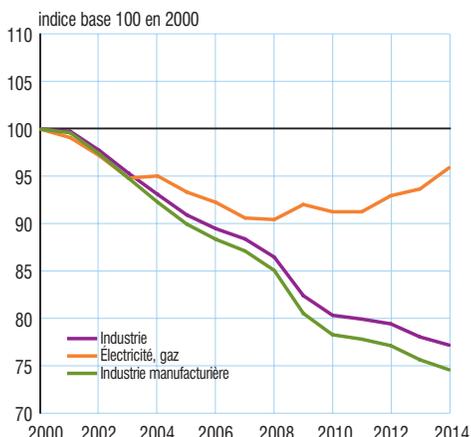
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur industriel par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières. Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie. Source : Insee, É sane.

2. Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2012 et 2013



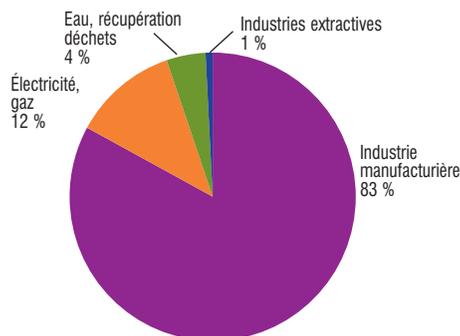
Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont une évolution de leur valeur ajoutée supérieure à 0,6 % entre 2012 et 2013. Note : les entreprises retenues sont celles présentes sur les 2 années, elles sont classées selon leur taille en 2013. Sont exclues les entreprises dont la valeur ajoutée est négative ou nulle (9,5 % en 2012 et 8,6 % en 2013). Source : Insee, É sane (Fare).

3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim



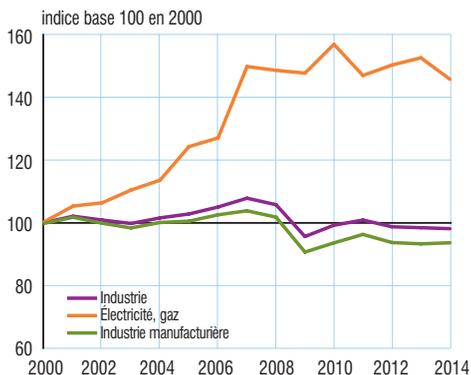
Champ : France métropolitaine, industrie, en secteur d'établissements. Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire. Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2013



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie. Source : Insee, É sane.

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches industrielles. Source : Insee, comptabilité nationale.

6.2 Ratios de l'industrie

Le taux de valeur ajoutée de l'industrie est de 24,7 % en 2013, un taux un peu plus faible que celui de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (27 %). L'industrie est un secteur très capitalistique, avec 262 milliers d'euros d'immobilisations corporelles par salarié en 2013, contre 184 milliers d'euros pour l'ensemble des entreprises du champ. L'industrie manufacturière est globalement beaucoup moins capitalistique (163 milliers d'euros par salarié) que l'industrie.

Le taux de marge s'élève à 26,3 % dans l'industrie en 2013, quasiment au même niveau que celui de l'ensemble des entreprises non agricoles et non financières hors sièges sociaux (26 % en 2013). Il est cependant plus faible dans l'industrie manufacturière (21,3 %). Le taux de marge industriel est le plus dispersé pour les plus petites entreprises, de 1 à 9 salariés en équivalent temps plein (EQTP) : en 2013, un quart de ces entreprises ont un taux de marge inférieur à 3,5 % (1^{er} quartile) et un quart supérieur à 35,7 % (3^e quartile). À l'inverse, le taux de marge est le moins dispersé pour les entreprises entre 10 et 249 salariés EQTP : en 2013, un quart d'entre elles ont un taux de marge inférieur à 2,3 % et un quart supérieur à 26,2 %. Par ailleurs, le taux de marge est à peine moins dispersé en 2013 qu'en 2012 pour ces deux groupes de tailles d'entreprises et à peine plus pour les plus grandes entreprises : l'intervalle interquartile (soit l'écart entre le 3^e quartile et le 1^{er} quartile) est un peu plus réduit pour les premiers et légèrement plus étendu pour les entreprises de 250 salariés EQTP ou plus.

L'industrie investit en moyenne 20,7 % de sa valeur ajoutée en 2013, un peu plus que l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (18,6 %). Le taux d'investissement

est de 14,5 % dans l'industrie manufacturière et beaucoup plus élevé dans l'industrie non manufacturière. De 2012 à 2013, il a légèrement progressé dans la première et diminué dans la seconde.

Le taux d'autofinancement des entreprises industrielles est inférieur à celui des entreprises du champ : respectivement 124,6 % et 150,5 % en 2013.

Leur taux de rentabilité économique est également en deçà de celui des entreprises du champ : respectivement 6,5 % et 7,9 % en 2013. Un quart des entreprises ayant 250 salariés EQTP ou plus ont un taux de rentabilité économique inférieur à 1,3 % et un quart supérieur à 14,3 %. Pour ces plus grandes entreprises, la dispersion a peu varié par rapport à 2012. Elle s'est en revanche légèrement réduite pour les entreprises industrielles de taille plus petite.

L'industrie est un secteur moins féminisé que l'ensemble des secteurs du champ : en 2014, la part des femmes y est de 28,6 % contre 36,6 % pour l'ensemble. Dans l'industrie manufacturière, les femmes représentent 29,5 % des effectifs. Dans chacun des autres grands secteurs industriels non manufacturiers, leur part est à l'inverse inférieure à la moyenne de l'industrie. Dans ce secteur, la majorité des actifs (54,2 % en 2014) a entre 30 et 49 ans, à peine plus que dans l'ensemble des secteurs (53,2 %). En revanche, les 50 ans ou plus sont proportionnellement un peu plus nombreux dans l'industrie que dans l'ensemble des secteurs, respectivement 28 % et 25,5 % en 2014. Les moins de 30 ans sont notablement plus représentés dans le secteur de l'électricité-gaz (26,2 % en 2013) que dans chacun des autres grands secteurs de l'industrie (17,8 % dans l'ensemble de l'industrie) et que de l'ensemble des secteurs du champ (21,3 %). Les non-salariés sont peu présents dans l'industrie (4,9 % contre 13,3 %). ■

Définitions

Ratios : voir annexe *Glossaire*.

Médiane, quartile : voir annexe *Glossaire*.

Ratios de l'industrie 6.2

1. Ratios du secteur de l'industrie selon la taille en 2013

en %

	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble entreprises marchandes ¹
Organisation et débouchés de la production					
Taux d'exportation	32,8	8,8	23,7	39,4	16,2
Taux de valeur ajoutée	24,7	31,5	26,7	23,1	27,0
Intensité capitalistique (en milliers d'euros)	261,6	272,8	121,6	366,9	184,2
Ratios de rentabilité					
Taux de marge	26,3	32,6	21,6	27,8	26,0 ²
Rentabilité économique	6,5	6,9	8,1	6,0	7,9
Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité					
Taux d'endettement	72,9	85,4	47,0	77,4	76,1
Ratios d'investissement					
Taux d'investissement	20,7	36,8	13,8	21,9	18,6
Taux d'autofinancement	124,6	140,8	110,9	125,0	150,5

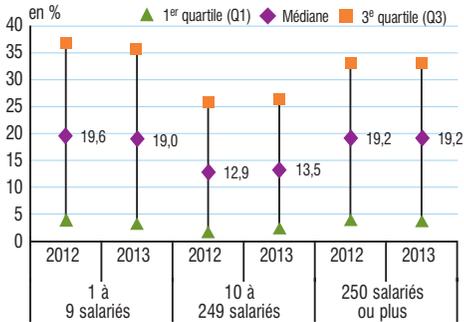
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie.

Source : Insee, Esane.

2. Dispersion des taux de marge en 2012 et 2013

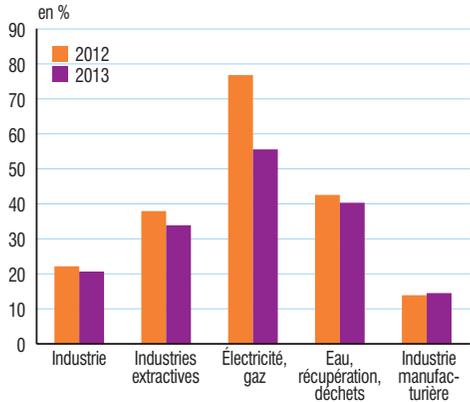


Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de marge supérieur à 13,5 % en 2013.

Source : Insee, Esane (Fare).

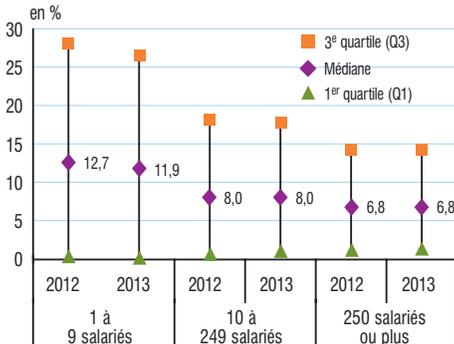
3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, Esane.

4. Dispersion des taux de rentabilité économique en 2012 et 2013



Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de rentabilité économique supérieur à 8 % en 2013.

Source : Insee, Esane (Fare).

5. Personnes en emploi dans l'industrie en 2014

en %

	Part de femmes	Part d'actifs		Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus	
Industries extractives	11,6	8,8	31,8	3,6
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	25,8	26,2	24,7	0,9
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	18,6	15,9	28,3	1,1
Industrie manufacturière	29,5	17,5	28,2	5,4
Ensemble industrie	28,6	17,8	28,0	4,9
Ensemble entreprises marchandes¹	36,6	21,3	25,5	13,3

1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus exerçant dans le secteur de l'industrie.

Source : Insee, enquête Emploi.